



N° BLA/76 - 6 juin 1970

LA REVOLUTION DANS LE MONDE ARABE

Pierre RONDOT

(texte français d'un article publié dans la revue Affari Esteri, Rome, n° 5, janvier 1970, pages 11-32).

Le 1^{er} septembre 1969 fera date dans les annales arabes. Ce jour-là, en effet, un coup d'Etat militaire a emporté la monarchie senoussie, et une République socialiste a été proclamée en Libye. Dès lors, les États demeurés traditionalistes cessaient d'être en majorité au sein de la Ligue Arabe ; et la production du pétrole arabe dépendait dorénavant, pour une proportion d'un tiers destinée à rapidement s'accroître, de gouvernements progressistes (1).

Il y avait cependant à peine plus de vingt ans que, le 30 mars 1949, à Damas, avec le colonel Husni Zaim, un régime populaire s'était, pour la première fois, installé dans l'Orient arabe.

Un aussi rapide et radical changement, dans une région proche à tous égards de l'Occident, mérite sans doute de retenir notre attention.

Le soldat au secours du peuple.

Ainsi qu'il arrive souvent, ce sont des armées vaincues qui, au lendemain de la défaite de 1948 en Palestine, apparaissent aux peuples arabes comme les instruments possibles de leur salut. Si ces armées ont fléchi, en effet, c'est, de l'avis général, parce qu'elles ont été mal préparées et mal engagées par des gouvernements incapables, qui n'ont d'ailleurs pas davantage su remplir leurs tâches sociales et répondre aux besoins populaires. Face à des dirigeants patriciens ou bourgeois, dont le patriotisme et l'habileté politique ont fondé l'indépendance nationale, mais qui gèrent médiocrement les affaires et n'ont aucune préoccupation de progrès social, le peuple se reconnaît dans une armée où servent ses fils et qu'encadrent des officiers de modeste origine, issus de ses rangs. Et lorsque des militaires, écartant les gouvernants qu'ils croient les avoir desservis ou trahis, s'emparent du pouvoir, les masses frémissent d'enthousiasme et donnent leur confiance aux nouveaux maîtres.

A maintes reprises le scénario se renouvelle, presque identique, dans toute une série de pays arabes : ainsi s'imposent successivement Husni Zaim en Syrie (1948), Gamal Abdel Nasser et ses compagnons en Égypte (1952), Abdelkérîm Kassem en Iraq (1958), Ibrahim Abboud au Soudan (1958), etc. A mesure que les années s'écoulent, d'ailleurs, l'amertume de la défaite joue, dans ces mouvements, un rôle moins important que le ressentiment contre des régimes anti-sociaux. Contrairement à certaines apparences, il ne s'agit pas de l'établissement de dictatures militaires, substituées à des gouvernements représentatifs et parlementaires : sous le couvert d'institutions empruntées à l'Occident, mais demeurant purement formelle, les régimes déchus se caractérisaient par l'arbitraire, la corruption, l'inefficacité, et souvent même la tyrannie. Autoritaires eux aussi, sans nul doute, les régimes militaires qui s'instaurent à leur place ont conscience, en revanche, des aspirations

et des besoins des masses, et ils se vouent à les satisfaire : ils sont typiquement révolutionnaires. Grâce aux soldats, les pays arabes commencent à passer "de l'arabisme des pachas à l'arabisme populaire" (2).

Gouvernants improvisés, les officiers sont du moins conscients de certaines réalités qu'ignoraient, en fait, les dirigeants patriciens et bourgeois : ayant à conduire des hommes, ils savent que ceux-ci ont besoin d'être nourris, vêtus, logés, instruits, voire même aimés. Pour accomplir ces tâches, ils disposent d'une équipe toute prête, leur propre hiérarchie, et même d'un embryon d'organisation passe-partout, l'articulation des "bureaux" militaires aux missions simples et bien définies.

Avec une grande bonne volonté, qui souvent ne va pas sans quelque naïveté, les officiers arabes se mettent à l'œuvre. A peine installé au pouvoir, le colonel Husni Zaïm prête l'oreille aux plaintes de la population damascène : il apprend que les boulangers spéculent ou accaparent, et il ordonne aussitôt d'en faire publiquement fustiger quelques uns. Neuf ans plus tard, à Bagdad, le général Abdelkérîm Kassem se persuade que le pain est trop cher il décrète que le prix en sera réduit de moitié. Dix autres années s'écoulent, et le Premier geste social du colonel Maamar al Ghadafi, à Tripoli, sera de prescrire que l'on double le salaire minimum des ouvriers.

On ne peut, cependant, en rester à ces seules mesures d'urgence. La difficulté, sensible au début de l'ère des régimes militaires-arabes, est justement d'aller plus loin et d'organiser une action cohérente. Faute d'obtenir le concours de professionnels de la politique syrienne, et de savoir associer à son équipe quelques techniciens de l'administration et de l'économie, le colonel Husni Zaïm échoue, et un autre coup d'État militaire, promis d'ailleurs à un échec aussi rapide, l'élimine au bout de quelques mois. Le général Abdelkérîm Kassem tiendra, lui, quelques années, mais il ne sera, finalement, pas plus heureux : il libère toutes les tendances que l'arbitraire de ses prédécesseurs avait jugulées. Mais devant leur bouillonnement confus il multiplie les promesses contradictoires, les demi-mesures improvisées et les expédients : tirant parti de ses fautes, un allié devenu un rival, le colonel Abdessalam Aref, qu'il avait frappé puis épargné, l'abat enfin mais ne l'épargne pas. Le maréchal Ibrahim Abboud recourra vite aux apparentes facilités de la force, et il ne fera que porter à un extrême degré de tragique gravité le problème du Soudan du Sud, qui finira par le conduire à sa perte.

Tous ces échecs précoces font ressortir, par contraste, la durée que Gamal Abdel Nasser a su conférer au nouveau régime égyptien. Artisan principal, mais non unique, de la révolution de 1952, il devient, dès 1954, le seul maître au Caire : c'est le premier signe qu'il donne de ses exceptionnels talents. Son intelligence aigüe lui permet de comprendre d'emblée tous les aspects d'une situation et le parti qu'il peut en tirer ; son esprit, subtil et rusé, excelle à la riposte, et il n'est pas d'échec qu'il ne sache muer en succès inattendu, ou masquer par quelque nouvelle entreprise. Jeune officier, dans ses garnisons de disgrâce, il s'est donné, par ses lectures, une culture politique. Au sommet de l'État il dédaigne de se parer de grades supplémentaires ; tout au contraire il abandonne le titre militaire de *bikbachi*, de saveur ottomane et désuète, et il devient le *raïs*, "chef" ou "président" selon la terminologie arabe. Il ne paraît plus qu'en veston, dans une mise d'ailleurs toujours sobre et soignée. Sans doute garde-t-il ses compagnons militaires de la première heure, au risque de se voir plus tard jalouse ou même trahi par certains d'entre eux ; sans doute encore truffe-t-il les services publics d'officiers, dont il escompte l'honnêteté à défaut de compétence ; mais très tôt il associe à son gouvernement des personnalités civiles, et il s'efforce de placer, dans les postes majeurs, des techniciens de qualité. Peut-être n'ira-t-il, dans cette voie, que trop lentement et pas assez loin ; du moins s'efforcera-t-il d'éviter la formation d'une camarilla militaire et la prépondérance d'une caste d'officiers.

Les détracteurs de Gamal Abdel Nasser l'appellent parfois, par dérision, *ibn al boustagui*, "le fils du facteur" ; mais sa force est, précisément, de demeurer très proche d'un peuple qu'il aime sincèrement et dont il est, dans une bonne mesure, directement issu (3). Il vit sans faste, dans un cadre familial simple et respectable. Si, à partir de l'affaire de Suez, il bénéficie dans tout le monde arabe d'un prestige prodigieux, que les revers n'ont pas complètement effacé, il inspire aux masses égyptiennes un attachement sentimental dont la solidité semble à toute épreuve : on le constate au soir du 9 juin 1967, lorsque, cédant à la fatigue ou rêvant de quelque manœuvre à moyen terme, il veut se démettre, et que dans un mouvement spontané de passion et de désespoir la foule du Caire le supplie de garder le pouvoir.

Mais longtemps le régime, malgré les efforts du *raïs*, n'a pas réussi à donner à ce très réel soutien populaire la forme organique d'un parti capable de traduire les aspirations de la base ; ce n'est qu'après la défaite de 1967 que Gamal Abdel Nasser, en butte à la surenchère des ouvriers et des

étudiants, mais lui faisant face bravement et sachant en tirer parti, reconstruit une "Union Socialiste Arabe" et fait élire une Assemblée Nationale capables d'exprimer des volontés propres. Malgré tout, le régime continue de s'incarner essentiellement dans le raïs, en qui le pouvoir s'est personnalisé. Dans une Égypte pliée, depuis des millénaires, sous une implacable autorité pharaonique, califale ou khédiviale, et marquée par la passivité résignée du fellah, la révolution ne pouvait s'amorcer que sous l'impulsion d'un homme fort.

Pouvoir personnel ou autorités collégiales

Les conditions sont bien différentes en Syrie, où coexistent des élites urbaines bien fournies, et d'ailleurs nerveuses et instables, et une paysannerie déjà dans une certaine mesure évoluée. Après Husni Zaïm et Sami Hinnaoui, qui gardent le style du commandement, mais ne durent guère, un troisième officier, Adib Chichakli, prend le pouvoir dès la fin de 1949 ; d'emblée il adopte une attitude plus nuancée ; pendant plus de trois années il s'attache à collaborer autant que possible, dans un relatif effacement, avec des hommes politiques. L'un de ceux-ci est déjà un socialiste : son cousin et concitoyen de Hama, Akram Haurani, lequel vient, en compagnie de Michel Aflaq et de Salaheddine Bitar, de fonder le Baas, "Parti socialiste de la Résurrection arabe". Adib Chichakli, sous la menace d'un quatrième coup d'État militaire, s'efface au début de 1954 ; des élections libres ont lieu, et les citoyens des régions de Homs et de Hama, en grande partie des paysans, envoient au Parlement Akram Haurani et une dizaine de ses coéquipiers du Baas : pour le socialisme arabe, c'est là une étape capitale.

Le Baas contribue fortement, au début de 1958, à la création de la République Arabe Unie par fusion de la Syrie avec l'Égypte ; mais il ne peut longtemps collaborer avec Gamal Abdel Nasser, qui tout en menant dans "la province syrienne" une politique socialiste et en y introduisant la réforme agraire s'efforce d'y limiter l'influence de ce parti et d'y rechercher le paradoxal appui des éléments bourgeois. Bientôt d'ailleurs la fierté syrienne, et aussi le particularisme local, se rebellent contre une union qui n'est plus guère que prépondérance égyptienne ; un mouvement militaire réinstalle à Damas, à l'automne 1961, un gouvernement conservateur.

Après cet éclatement de la République Arabe Unie "première manière", les socialistes arabes reprennent en Orient un nouveau départ, mais sous des formes décidément multiples.

Au Caire, Gamal Abdel Nasser tire les conséquences de l'événement : il conclut qu'il a été mis en échec par "la réaction", qu'il a eu le tort d'essayer de se concilier à Damas ; il décide donc de le combattre énergiquement, il accentue le caractère socialiste de son régime en Égypte, il en formule la justification et le programme dans sa "Charte Nationale" (été 1962) et il offre cet exemple, et son aide éventuelle, à tous les mouvements analogues dans le monde arabe ; quelques mois plus tard la révolution yéménite le prend au mot et l'amène à s'engager dans une longue et pénible intervention militaire, qui tourne à la guerre civile interarabe entre progressistes menés par le Caire et conservateurs soutenus par Riadh.

A Damas, le Baas accède derechef au pouvoir ; mais cette fois pour le tenir seul, et longtemps. Le 8 mars 1963, c'est un colonel déçu et inquiet qui, sans rencontrer nul obstacle, renverse le régime bourgeois réinstauré depuis dix-huit mois. Qu'il ait agi de son propre chef, ou qu'il ait été l'instrument plus ou moins conscient du Baas, ce nouveau pionnier de la révolution en Syrie doit personnellement bientôt s'effacer. En effet les Baassistes, initialement associés au pouvoir avec des officiers, des politiciens pro-nassériens et des "indépendants", manœuvrent de manière à se trouver, au bout de quelques mois, uniques maîtres de l'État. Parmi eux se trouvent, il est vrai, des officiers, mais c'est en tant que membres du parti : l'armée, dont les cadres ont été épurés sans violence mais avec rigueur, est remplacée, pour ce qui est du maintien de l'ordre public, par la milice du parti : cette habile disposition assure en Syrie la longévité du Baas, en dépit des assauts pro-nassériens ou conservateurs qu'il subit, et de ses propres mutations internes qui renouvellent son personnel et même ses orientations tout en laissant subsister ses structures.

A Bagdad, en ce même hiver de 1963, mais dès le 8 février, un coup d'État militaire renverse Abdelkérim Kassem, encore largement populaire bien que rendu insupportable, de par ses contradictions, à la classe politique, aux notables encore influents et à maints officiers. Une même équipe mixte prend d'abord le pouvoir. Mais le Baas ici représenté par une aile extrémiste, ne peut faire prévaloir sa milice sur une armée vigoureuse ; et au bout de quelques mois le colonel Abdesselam Aref, bientôt maréchal, instaure un pouvoir militaire largement personnel. Il faudra attendre le 18 juillet 1968 pour qu'une nouvelle équipe d'officiers et de socialistes s'impose derechef à Bagdad et y installe un gouvernement à prépondérance baassiste.

L'originalité essentielle du régime baassiste, comme cela apparaît nettement en Syrie où il est maître de s'organiser à son gré, consiste dans l'institution d'un pouvoir collégial. Selon ses normes, la souveraineté nationale réside en un Conseil de la Révolution, corps coopté dont la composition n'est pas entièrement connue mais qui rassemble les diverses tendances existantes au sein du parti ; un présidium dont le président est chef de l'État, en émane, et représente l'autorité suprême ; un conseil des ministres en dépend, mais il n'est qu'un organe d'exécution. La tendance dominante porte habituellement au présidium une personnalité, souvent militaire, qui apparaît comme "l'homme fort" du régime mais dont l'influence, si grande qu'elle puisse être, n'est nullement exclusive et reste sujette à contestation et à révision,

Lorsqu'en avril 1963 les dirigeants socialistes d'Égypte, d'Iraq et de Syrie, reconnaissant avec Gamal Abdel Nasser l'identité de leurs objectifs, s'essayèrent à constituer une "Union tripartite", le souci iraquien et syrien de maintenir des entités nationales distinctes capables de contrebalancer la masse égyptienne se renforça du souhait de placer au sommet de cette Union une autorité collégiale. Telle fut la cause principale de l'échec du projet, car le rais estimait au contraire indispensable une forte autorité personnelle suprême.

Depuis lors, comme nous l'avons constaté, Gamal Abdel Nasser n'a pas été sans modifier quelque peu sa conception d'un pouvoir personnalisé. Et des formes d'autorité collégiale ont, en revanche, été adoptées par deux États qui ont récemment accompli leur révolution socialiste, le Soudan le 25 mai et la Libye le 1^{er} septembre 1969. Il ne s'agit cependant pas, en l'occurrence, de mouvements inspirés par le Baas ; mais il semble que tel soit, désormais, le type délibérément collectif de l'organisation gouvernementale de la révolution arabe.

Socialismes arabes "spécifiques" et Résistance palestinienne révolutionnaire.

Au risque de lasser la patience du lecteur, nous avons cru devoir retracer avec quelque détail ces épisodes confus des sursauts révolutionnaires dans les pays arabes : ils font en effet sentir, sur le vif, la caractéristique diversité de ces mouvements socialistes, qui sont fonction du milieu et de la conjoncture et préfèrent, le plus souvent, la recherche de solutions pratiques à la formulation d'une doctrine. Attitude "pragmatique", déclarait naguère le président Gamal Abdel Nasser ; socialismes "spécifiques", constatent les observateurs d'aujourd'hui ; en tout cas élaborations locales, qui n'entendent rien emprunter aux idéologies étrangères, mais s'inscrivent dans le cadre arabe et musulman, et vont parfois jusqu'à invoquer l'Islam expressément.

Il n'y a donc pas un socialisme arabe, mais des socialismes arabes, encore que des traits analogues se rencontrent un peu partout, nuancés seulement par le caractère des chefs et les circonstances des mouvements. Il ne s'agit pas de systèmes cohérents articulés selon des principes pré-établis, mais d'entreprises empiriques dictées par des besoins immédiats et visant à améliorer rapidement la condition du plus grand nombre.

Gamal Abdel Nasser est le premier à mener, en Orient, une action de cette sorte. Il se présente en effet d'emblée comme un pionnier du progrès social en Égypte, avant même de parachever la libération de sa patrie, par l'élimination des bases britanniques ; puis de songer à étendre son influence prépondérante sur l'ensemble du monde arabe. Son œuvre initiale, c'est une réforme agraire, plus libérale d'ailleurs que proprement socialiste : il démantèle la grande propriété rurale et il abat, de la sorte, une classe politique abusive ; mais il indemnise les possédants, avec l'espoir d'ailleurs déçu qu'ils investissent leurs capitaux dans l'industrie ; il ne substitue pas aux grands domaines privés une exploitation collective, mais il partage les terres et il les répartit entre les fellahs qui les cultivaient. Fermes d'État et coopératives ne sont installées que sur des superficies encore incultes et nouvellement irriguées. Une deuxième étape, plus réellement socialiste, est inaugurée après la sécession de la Syrie, lorsque le rais entreprend de combattre la réaction : l'État prend alors en charge les grands moyens de production et la presque totalité du commerce extérieur ; il laisse toutefois subsister un secteur privé, en particulier dans le commerce intérieur et la petite industrie, et fait place aux capitaux particuliers, même étrangers. La "Charte Nationale" de 1962 expose la genèse de ces mesures et les justifie par des considérations "pragmatiques". L'"Union Socialiste Arabe", dans la direction de laquelle ouvriers et paysans doivent être en majorité, s'attache à développer la gestion coopérative et la formation des travailleurs.

Le Baas, en revanche, élabore sa doctrine au moment même où il commence à se constituer dans la clandestinité. Mais ses principes, qui combinent un socialisme non marxiste avec des vues personnalistes et des ménagements pour la petite propriété, sont assez souples et assez généraux pour permettre, dans l'application, maints ajustements aux conditions locales. Conçu pour régir l'ensemble

du monde arabe, il prend en fait des visages divers selon les lieux et les moments, comme le montrent ses expériences en Syrie et en Iraq. Ses conceptions et celles du socialisme égyptien se heurtent cependant, ainsi qu'il apparaît, en particulier, lors des conversations tripartites d'avril 1963. La devise du Baas lie, comme celle de l'Union Socialiste Arabe, libération, socialisme et unité ; mais le Baas envisage, dans chaque pays libéré, une révolution socialiste préalable à l'unité, tandis que la République Arabe Unie, recherchant l'unité afin d'introduire le socialisme, reproche aux gouvernements baassistes de s'abriter derrière des prétextes socialistes pour se refuser à l'unité.

En Algérie, le socialisme du F.L.N. s'élabore en même temps que se développe et aboutit la lutte révolutionnaire de libération (la Soummam, 1956 ; Tripoli, 1962 ; Alger, 1963). Il s'efforce de concilier les exigences de justice sociale ressenties par les déshérités et les nécessités de développement accéléré reconnues par les dirigeants. Le régime accepte provisoirement la coexistence de fait entre des secteurs très divers : étatique, autogéré, mixtes, privés : les terres reprises aux colons sont dévolues à l'autogestion, mais petits paysans et grands propriétaires "nationaux" subsistent et la réforme agraire tarde ; l'État s'assure les grands moyens de production et les sociétés nationales prolifèrent dans l'industrie et le commerce. Alger se pose d'ailleurs en pôle révolutionnaire de l'Afrique, et tente très tôt de jeter des ponts entre les socialismes arabes : d'où lancés d'abord par le président ben Bella, les "entretiens idéologiques" entre F.L.N. d'une part, Union Socialiste Arabe et Baas d'autre part, puis à la diligence du président Boumédiène, le "Séminaire sur le Socialisme dans le Monde Arabe" (22-28 mai 1967).

En ouvrant cette importante réunion, le président Boumédiène enregistre "la diversité des voies du socialisme", liées à des "bases de départ" et à des "conditions historiques" différentes. Il recommande cependant de "ne pas aborder l'étude des diverses expériences socialistes sous l'angle régionaliste", car "l'essence du socialisme est unique : elle tend à libérer l'homme de l'exploitation, et à permettre à ceux qui produisent de prendre les rênes de l'autorité économique et politique" (3). Et, dépassant comme de coutume les perspectives du seul monde arabe, un organe officieux algérien conclut, à l'issue des travaux du séminaire : "Le mouvement révolutionnaire arabe est le fer de lance dans le grand combat pour la libération totale" (4).

Survenant peu après, la "guerre des six jours" rejette dans l'oubli ce séminaire socialiste arabe, qui eût mérité plus de rayonnement, mais elle stimule derechef le mouvement révolutionnaire arabe, en suscitant le nouvel élan, considérablement accru, de la Résistance palestinienne. Tandis que la défaite de 1948 avait inspiré des solutions d'attente à l'arabisme, persuadé qu'il pourrait asphyxier Israël par le blocus et mobiliser la conscience occidentale grâce au problème des réfugiés ; tandis que, de la déroute égyptienne de 1956 dans le Sinaï, était paradoxalement sorti le triomphe diplomatique de Gamal Abdel Nasser, devenu un mythe rassurant qui dispensait d'efforts précis, la catastrophe de 1967 permet aux fidayin de soulever la tutelle des gouvernements affaiblis, leur confère la responsabilité de la revanche et exalte leurs énergies.

La Résistance palestinienne mène une lutte totale, et "rejette toute solution fondée sur des concessions" ; en rappelant cette position intransigeante, Monsieur Yasser Arafat précise que son but est de "restaurer l'État palestinien populaire et démocratique" (5). Encore al Fatah, qu'il dirige, entend-il demeurer affranchi de toute idéologie ; mais le Front Populaire de Libération, qui se tient à l'écart du regroupement réalisé autour d'al Fatah, invoque expressément "les expériences de l'Algérie, de Cuba, de la République Arabe Unie et du Vietnam" (6).

Dans son ensemble, la Résistance palestinienne s'identifie de plus en plus à la Révolution : "la lutte de libération nationale en Palestine, déclare devant la Commission spéciale des Nations Unies le représentant de l'Organisation de Libération de la Palestine, mandaté par Monsieur Yasser Arafat, est une Révolution issue des masses palestiniennes et au seul service des masses... Elle seule a le droit de parler au nom de ce peuple. Nous n'avons ni gardiens ni protecteurs, arabes ou non arabes, grandes ou petites puissances" (7).

Enfin le désir d'un engagement total pour la Palestine arabe, en même temps que d'une extirpation complète des séquelles de l'impérialisme en terre arabe, inspire le plus récent des mouvements révolutionnaires arabes, celui de la Libye. "La Palestine est la cause première de tous les Arabes... Le sionisme est un cancer qu'il faut neutraliser avant d'être détruit par lui", déclare le Colonel Maamar al Gaddafi, président du Conseil de la Révolution (8). Le programme esquissé à Tripoli montre d'ailleurs la constance des vues arabes sur le socialisme : il s'agit de "bâtir une Libye révolutionnaire, une Libye socialiste, issue de nos propres réalités et éloignée de toute doctrine" (9), dans l'accomplissement "d'un socialisme jaillissant de la communauté arabe et de la religion musulmane, à l'écart du socialisme extrémiste existant ailleurs dans le monde" (10).

Révolution arabe et révolution marxiste-léniniste

Une complète indépendance à l'égard de la pensée et des mouvements marxistes-léninistes a en effet toujours été revendiquée par les divers socialismes arabes.

Monsieur Mohammed Hassanein Haïkal, publiciste égyptien de grand renom, a de longue date exposé ce qu'il considère comme des différences essentielles entre le socialisme arabe et le communisme (11). Le communisme, opine-t-il, déclenche la lutte des classes et prépare la dictature du prolétariat. Tout au contraire, le socialisme arabe recherche la solidarité des citoyens dans l'union nationale ; il élimine l'exploitation, mais il entend convertir l'exploiteur en un citoyen conscient de son devoir social et utile à la collectivité ; il ménage la propriété privée, et il l'indemnise lorsque le souci du bien général, l'amenant à socialiser les grands moyens de production et de distribution, l'oblige à empiéter sur elle ; il se refuse à sacrifier la génération présente aux aménagements théoriques qui prétendent assurer pour l'avenir un bonheur hypothétique, et il s'efforce d'accroître, par des mesures pratiques, le bien être et la prospérité des hommes d'aujourd'hui ; il respecte la personne humaine et la famille, tout en s'efforçant de leur offrir le cadre plus harmonieux d'une société solidaire ; enfin, loin de combattre la religion, il exalte la foi des grandes religions révélées et en particulier l'Islam, qu'il considère comme l'indispensable appui de sa construction sociale et dans lequel il puise d'ailleurs maintes justifications.

Lors de son fameux voyage en République Arabe Unie, en mai 1954, Monsieur Krouchtchev loue le régime égyptien d'être "dans la bonne voie", ce qui implique qu'il devrait aller plus loin ; le président Gamal Abdel Nasser répond qu'il construit le socialisme qui convient pour les Arabes. Sans doute le rais libère-t-il, peu après, les communistes égyptiens qu'il tenait en prison, et leur permet-il d'exprimer leur pensée, mais ce sera dans le cadre de l'organisation socialiste, où il ne leur laisse d'ailleurs qu'un rôle restreint, et même précaire ; il ne les autorise pas à se reconstituer en parti. L'Algérie indépendante interdit le Parti Communiste algérien, bien qu'elle entretienne des contacts amicaux avec les partis communistes du dehors ; elle expulse sans ménagements les théoriciens étrangers du marxisme, qui prétendent s'autoriser des services rendus à sa libération pour venir lui imposer des conseils idéologiques. Il est vrai qu'à partir de la relève intérieure de février 1966, le Baas syrien s'ouvre davantage aux influences intellectuelles de Moscou, et que l'expression de "lutte des classes" s'introduit alors dans sa terminologie, tandis que des personnalités ouvertement marxistes se voient confier quelques responsabilités ministérielles d'exécution, mais une mutation en sens contraire, trois ans plus tard, vient interrompre cette évolution, qui n'a d'ailleurs pas modifié l'essentiel du système. Il est vrai encore qu'après le coup d'État du 25 mai 1969, le nouveau gouvernement socialiste soudanais confie, lui aussi, de hauts postes d'exécution à des membres du Parti Communiste Soudanais dissous par le régime précédent ; toutefois il n'exempte pas le P.C.S. de l'interdiction qui frappe tous les partis, et dès novembre il s'attache, en remaniant le cabinet, à restreindre l'influence des marxistes qui y figurent. La tendance à la soigneuse sauvegarde de "socialismes spécifiques" est donc générale et constante.

Cependant l'Union Soviétique, à laquelle l'aide étendue qu'elle apporte à maints pays arabes pourrait conférer des moyens de pression, s'abstient de réagir. Lorsque la République Arabe Unie emprisonne les communistes locaux, et en fait même périr quelques uns dans les geôles syriennes, Moscou marque quelque mécontentement, mais sans plus. Bien mieux, lorsqu'au cours de l'hiver 1958-1959 le nouveau maître de l'Iraq, le général Abdelkérîm Kassem, semble sur le point d'être débordé par les forces d'extrême-gauche auxquelles il a imprudemment laissé carrière comme aux autres adversaires de la monarchie déchue, l'Union Soviétique s'abstient de profiter d'une situation qui, de l'avis de la plupart des observateurs, lui permettrait de transformer aisément l'Iraq en satellite. C'est, sans doute, qu'elle se soucie peu de mettre la main sur un pays aussi excentrique dont l'acquisition lui ferait d'ailleurs perdre l'amitié et le concours d'autres pays arabes, comme l'Égypte. Tout se passe comme si, en l'occurrence, elle laissait délibérément échapper l'occasion d'implanter dans l'Orient arabe un foyer du communisme.

C'est sans doute que Moscou ne croit guère à la possibilité d'une implantation révolutionnaire profonde et solide dans des pays qui n'ont pas de prolétariat industriel. On peut d'ailleurs se demander si, dès lors, l'aide apportée à la République Arabe Unie pour la construction du Haut Barrage d'Assouan et, partant, pour sa future industrialisation grâce à l'énergie hydro-électrique à bon marché, n'a pas, entre autres, pour objectif, la constitution de ce prolétariat industriel égyptien qui dans l'avenir rendrait possible cette révolution.

Quoiqu'il en soit de cette anticipation, il faudrait donc s'attendre que la Chine manifestât dès maintenant son intérêt à l'égard du monde arabe ; car, à la différence de l'Union Soviétique, elle est

persuadée, de par sa propre expérience, de la possibilité de lancer "dans les campagnes" une révolution capable de gagner ensuite les "centres de décision", régions industrielles et cités. Cette activité chinoise existe en effet ; elle est encore restreinte, mais significative. La doctrine maoïste paraît avoir inspiré le National Libération Front qui a évincé les Britanniques de l'Arabie du Sud dans l'été et l'automne 1967 : débordant soudain le mouvement rival pro-égyptien qui allait l'emporter à Aden, le N.L.F. s'assurait en effet le contrôle des tribus et, par le fait même, celui des cadres militaires recrutés chez elles. La Chine oriente et arme le maquis du Dhofar (Sultanat de Mascate), émanation du N.L.F., récemment devenu le Front de Libération du Golfe Arabique et visant donc, à partir de ces confins désertiques, les centres de l'exploitation pétrolière. Elle se flatte encore de guider, grâce à la technique maoïste de la "guerre populaire de libération", les résistants palestiniens, dont les chefs semblent cependant s'être jusqu'à présent abstenus de reconnaître ce service, et préfèrent se faire consacrer par Moscou. D'une manière générale, on hésite, en pays arabe, à compromettre une aide russe éprouvée en courant l'aventure chinoise (12).

On sait en effet que les pays arabes du camp socialiste reçoivent de l'Union Soviétique une assistance financière et technique d'une ampleur considérable. D'aucuns, comme la République Arabe Unie, pourvue d'armes soviétiques depuis quatorze ans et entièrement ré-équipée après la guerre des six jours, réclament d'ailleurs des matériels militaires plus nombreux et plus modernes, en vue de la guerre de revanche. L'Union Soviétique, semble-t-il, persiste à ne satisfaire que très partiellement ces demandes : elle ne souhaite apparemment pas de nouvelle conflagration, en Orient, et elle n'entend pas favoriser sans limites les passions de l'arabisme.

On se tromperait fort, en effet, en s'imaginant que d'emblée l'Union Soviétique a soutenu la cause arabe en Palestine. Il convient de rappeler qu'au début de 1949, lorsque les États-Unis, pressentant les difficultés d'un partage de la Palestine, ont tenté d'obtenir un nouvel examen de la question par les Nations Unies et souhaité que celles-ci prennent la Palestine sous leur tutelle provisoire, c'est l'Union Soviétique qui a délibérément fait échouer ce projet : elle déclarait ne pas vouloir que les intérêts juifs fussent sacrifiés aux exigences arabes. Le sionisme se présentait en effet comme d'inspiration socialiste, tandis que tous les gouvernements arabes étaient, à l'époque, conservateurs. Par la suite l'Union Soviétique observa avec satisfaction le neutralisme arabe opposé aux plans occidentaux de défense, et l'instauration de régimes socialistes dans plusieurs pays arabes ; son attitude se modifia donc ; après la conclusion du Pacte de Bagdad (1955), elle offrit à l'Égypte nassérienne les armes que l'Occident, souhaitant sauvegarder le statu quo palestinien, lui refusait. Dès lors les Soviétiques bénéficièrent des sympathies de l'arabisme, et ils tirèrent parti pour rendre aussi inconfortable que possible, en Orient, la position des Occidentaux, et surtout des Américains, et se réserver ainsi de commodités possibles de manœuvre au bénéfice de leur politique 'générale.

Sans doute n'échappe-t-il pas aux gouvernements progressistes arabes que l'Union Soviétique ne soutient que dans une certaine mesure, dont elle reste seule juge, les luttes révolutionnaires telles qu'ils les conçoivent. Cependant ils tiennent à conserver cette aide, quelles que soient ses limites, ses conditions et même ses arrières-pensées : ils ne croient pas, en effet, pouvoir disposer d'autre appui contre ce qu'ils considèrent comme étant une hostilité radicale de l'impérialisme américain, complice de la réaction et allié d'Israël.

Perspectives arabes

La Révolution a enregistré dans le monde arabe, durant ces dernières années, des succès considérables, mais qui ne vont pas sans contre-parties. Elle a gagné le Sud-Yémen, le Soudan et la Libye ; cependant, elle n'a pas ébranlé les grands bastions conservateurs, tels que l'Arabie Saoudite, ni découragé les innombrables modérés et traditionalistes qui, jusque dans les pays qu'elle régit, guettent ses faiblesses et s'apprêtent à les exploiter. D'autre part, si une Résistance palestinienne d'une vigueur et d'un prestige accrus s'identifie désormais à elle, il lui faut, en retour, consacrer une part toujours plus grande de ses énergies et de ses ressources à la lutte pour la libération de la Palestine.

Souvent donc la Révolution arabe doit désormais, comme ce fut le cas dans la République Arabe Unie, ajourner le progrès social qui est son but originel, et décréter l'austérité, afin de pouvoir augmenter l'effort militaire. Et, dans cette lutte pour la libération de la Palestine, les États arabes progressistes sont aux côtés d'États conservateurs, ses adversaires sur le plan social, mais dont l'alliance leur est moralement et matériellement nécessaire contre le sionisme. Dès l'été 1967, la République Arabe Unie s'est donc résignée à cesser d'appuyer, contre l'Arabie Saoudite, la lutte révolutionnaire au Yémen. Mais, comme on vient de le constater lors du Sommet arabe de Rabat, le Sud Yémen, soutenu par la Syrie et l'Iraq, n'a pas voulu oublier son différend récemment aggravé avec

l'Arabie Saoudite, et le succès d'une conférence destinée à coordonner la lutte anti-israélienne s'en est trouvé irrémédiablement compromis.

L'identité des objectifs révolutionnaires : libération, socialisme, unité, apparaît ainsi, une fois de plus, comme contredite par les dissentiments entre pays progressistes au sujet de l'ordre d'urgence dans lequel ranger ces trois buts. Le président Gamal Abdel Nasser a, depuis le début de 1969, nettement pris parti, en mettant en première urgence la lutte pour la libération de la Palestine, en entretenant avec l'Arabie Saoudite le minimum d'entente nécessaire à l'unité arabe, et en ajournant provisoirement les réalisations socialistes internes. Mais, malgré tout son prestige, il n'a pu entraîner dans cette voie d'autres dirigeants socialistes, aux yeux desquels les concessions à la concorde interarabe apparaissent comme des manquements à l'idéal révolutionnaire.

Les diversités de la Révolution arabe prennent donc une signification et une portée nouvelles. Elles ne correspondent plus seulement au sage ajustement, à des conditions locales différentes, des solutions socialistes préconisées. Elles se manifestent, de manière beaucoup moins opportune, dans une opposition d'attitudes politiques, qui prolonge jusque dans le camp révolutionnaire les discordes interarabes. Les progressistes arabes vont-ils, plus que des coups de leurs classiques adversaires, souffrir de leurs propres zizanies ? S'il devait en être ainsi les perspectives de la Révolution arabe, en dépit de l'élan vigoureux qui continue de l'animer, pourraient s'en trouver, au moins dans l'immédiat, grandement affectées.

NOTES

1. Toutes les épithètes de ce genre ont, en Orient, une valeur relative. Le souci de la précision recommanderait de les placer entre guillemets. Nous avons cependant, afin de rendre la lecture plus aisée, évité de multiplier ces signes.
2. Nous nous permettons de renvoyer à notre article publié sous ce titre dans *l'Afrique et l'Asie*, 4^{ème} trimestre 1958.
3. *El Moudjahid*, Alger, édition de langue française, 23 mai 1967.
4. Ibid, éditorial, 28 mai 1967.
5. Déclaration du 1^{er} janvier 1969.
6. *Europe* n° 1, 12 janvier 1969.
7. *El Moudjahid*, 29 novembre 1969.
8. Ibid, 5 & 23 septembre 1969.
9. Premier communiqué du gouvernement révolutionnaire libyen, 1^{er} septembre 1969.
10. Proclamation lancée à Tripoli par des "intellectuels libyens", *the Times* 13 septembre 1969.
11. Dans ses éditoriaux *d'al Ahram*, dont il est rédacteur en chef et où il passe pour exprimer, ou faire pressentir, la pensée du président Gamal Abdel Nasser.
12. Nous avons examiné plus en détail cette question dans un article de *Projet*, décembre 1969.



S. M. A. Comprendre 20, rue du Printemps PARIS C. C. P. : 15 263 74
--